

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Juridiction sous régionale

Mahawa Semou Diouf investi Pdt de la Cour de Justice de l'Uemoa

Au lendemain de la prestation de serment des nouveaux juges de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest ... • (Page 09)

Insertion professionnelle

L'APIEx préoccupée par l'adéquation formation-besoins du marché

Le Directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, Laurent GANGBES a ... • (Page 02)

Libéralisation des échanges commerciaux en Afrique

Ce que le Bénin gagne en participant à la Zlecaf

• (Page 03) **Agriculture résiliente**

Concertation BOAD-CRTC pour un Programme de Facilité Ouest-Africaine

La BOAD et le Centre et Réseau des Technologies Climatiques (CRTC) étaient du 1er au 3 février 2023 à Lomé ... • (Page 04)

Financement des projets par la BADEA

Dr Zul-Kifl Salami pour le démarrage effectif des travaux de l'UNA à Porto-Novo

Le conseil des droits de l'homme de l'ONU examinait ce jeudi 27 janvier à Genève, la ... • (Page 10)

Développement économique

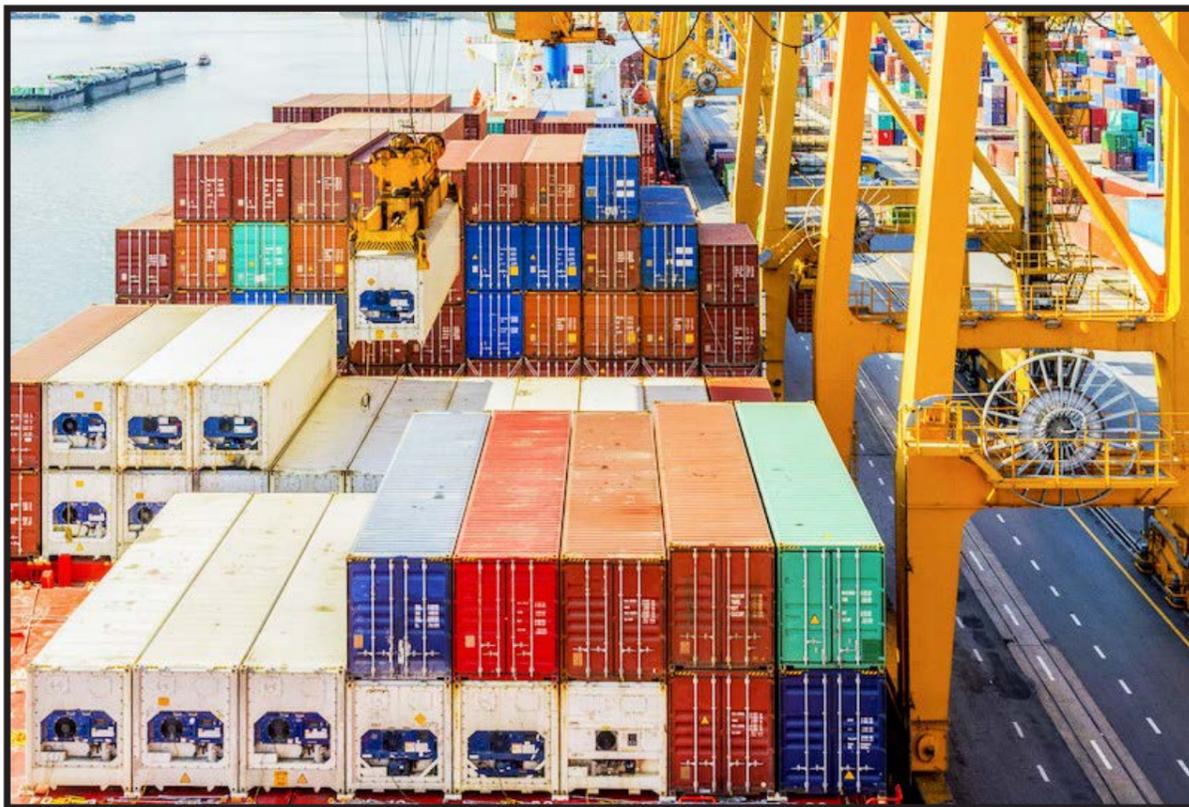
Signature de partenariat entre la CDC Bénin, l'ANAT et l'ANCB

La Caisse des dépôts et consignations du Bénin (CDC Bénin), l'Agence nationale d'aménagement du territoire (ANAT) et l'Association nationale des communes du Bénin ... • (Page 04)

Institut du cadre de vie

Dr Bio Orou Nikki présente ses recherches sur les études d'impact environnemental

« Analyse diagnostique de la mise en œuvre des études d'impact environnemental et social au Bénin de 2010 à 2020 ». C'est ... • (Page 11)



Indice de perception de la corruption 2022

• (Page 11)



Le Bénin fait un bond de 6 places et intègre le top 10 en Afrique

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Insertion professionnelle

L'APIEx préoccupée par l'adéquation formation-besoins du marché

Le Directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, Laurent GANGBES a échangé avec les représentants du Programme Talents Africains à l'International -TAI, les enseignants et les cadres du niveau supérieur le mercredi 1er février 2023. Au menu, des réflexions pour des solutions en vue d'adapter les formations au besoin du marché.

• B.W.

L'adéquation formation-emploi reste l'un des défis des pays africains notamment francophones. Cela freine leur essor et amène à réfléchir à de nouveaux paradigmes. Dans la recherche de solution, l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, va à la rencontre de partenaires susceptibles d'accompagner le Bénin sur cette voie. Selon l'APIEx, « cette rencontre s'est tenue dans le but de trouver des solutions pouvant permettre d'adapter le curricula de formations aux besoins réels des entreprises. Ce constat a été fait sur la base des statistiques qui ressortent des inscrip-

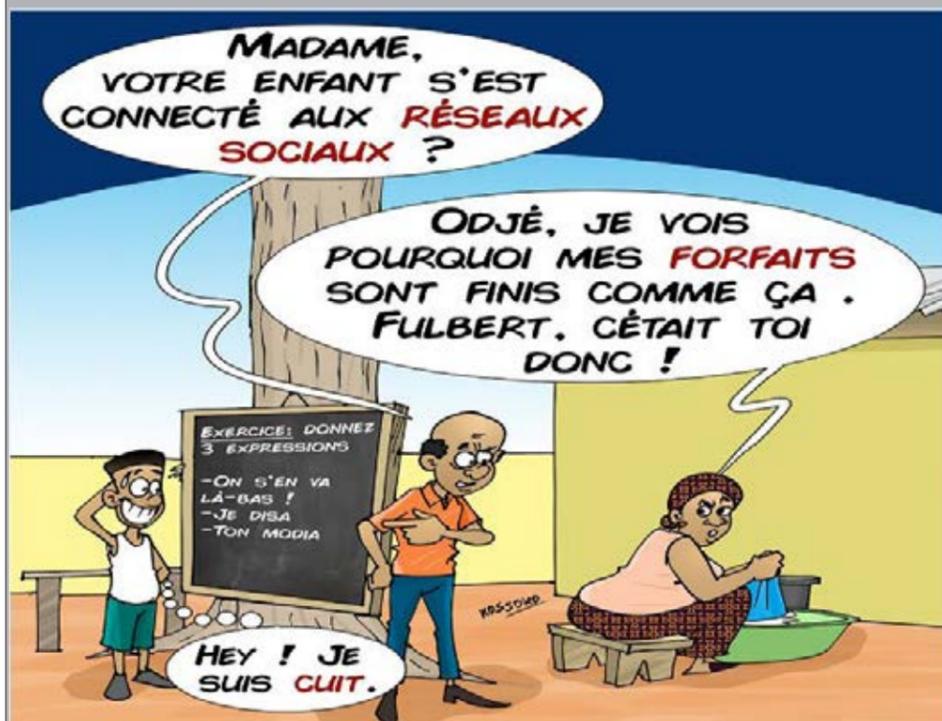


tions des jeunes et des entreprises via la plateforme TAI ». Durant cette séance d'échanges, il a été décidé la mise en place d'un partenariat entre les universités et les entreprises. Au terme, les enseignants et les cadres du niveau supérieur se sont

engagés dans la mission de former des jeunes qualifiés en s'appuyant sur les secteurs recherchés par les entreprises. Grâce au partenariat avec TAI, les entreprises ont la possibilité d'accéder à un vivier de candidats talentueux aptes à favoriser leur développement et rayonnement à l'international. Facilitateur, Talents Africains à l'International offre aux jeunes volontaires en quête d'emploi, l'opportunité de travailler sur un projet en effectuant une mission de 12 à 24 mois renouvelables une fois, dans l'un des pays de l'UEMOA. Talents Africains à l'International a été lancé le jeudi 15 septembre 2022 et a pour objectif de favoriser l'employabilité des jeunes diplômés, l'internationalisation des entreprises et les échanges commerciaux intra et extra UEMOA.



Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs. Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Financement vert des PME en Afrique : Le groupe AGF s'associe avec Bettervest

Le groupe African Guarantee Fund (AGF) a signé, jeudi 26 janvier 2023, un accord de partenariat avec Bettervest, une plateforme de financement participatif basée à Francfort (Allemagne) pour accroître le financement de projets de développement durable des PME en Afrique. Selon les termes de cette convention, AGF fournira une garantie partielle à Bettervest, en partageant le risque de défaut résultant de facilités accordés aux PME sur le continent.

Libéralisation des échanges commerciaux en Afrique

Ce que le Bénin gagne en participant à la Zlecaf

La mise en œuvre de la Zlecaf par le Bénin entraînerait une augmentation des effets commerciaux de 14,70 millions de dollars Us, un gain de bien-être de 0,62 millions de dollars, mais une perte de recettes publiques de 12,32 millions de dollars, selon des chercheurs de l'université d'Abomey-Calavi.

• Aké MIDA

Les effets commerciaux devraient augmenter de 14,70 millions de dollars Us avec une amélioration du bien-être des consommateurs de 0,62 millions de dollars Us pour le Bénin. Cependant, des pertes de revenus existent, car le pays enregistrerait une baisse des recettes tarifaires de l'ordre de 12,32 millions de dollars, à travers la participation à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Ce sont les conclusions auxquelles sont parvenus les chercheurs Alain Babatoundé et Modeste Manada de l'université d'Abomey-Calavi, après une simulation des effets potentiels de la Zlecaf sur l'économie béninoise. Les résultats de leur recherche ont été présentés, lors de la troisième édition des Journées scientifiques de l'économie béninoise (Jseb, décembre 2022) à Cotonou, à travers le thème « Le Bénin doit-il ratifier l'accord Zlecaf ? Les enseignements d'une modélisation en équilibre partiel ».

A partir des données commerciales de 2019, ils soutiennent que la mise en œuvre de la zone de libre-échange au sein des pays africains se traduirait à la fois par des effets de création commerciale et d'expansion commerciale. Ces



effets représentent 74,81 % de l'effet global sur le commerce, dépassant largement les effets de détournement de commerce estimés à 25,18 %, précise l'étude. Cela laisse constater une amélioration du surplus du consommateur par la baisse des prix de certains produits spécifiques, bien que la Zlecaf puisse avoir des effets négatifs sur les revenus du Bénin.

En raison de l'incertitude sur les effets potentiels d'une telle zone, les chercheurs conçoivent que, dans les négociations de la Zlecaf, le Bénin accorde une période de libéralisation plus longue, approuvant la réticence du pays à ratifier l'accord qu'il a signé depuis 2021. En plus, préconisent-ils, le Bénin doit conserver un pourcentage raisonnable de lignes tarifaires pour les produits sensibles et exclus,

afin d'atténuer les pertes de revenus.

Stimuler le potentiel commercial

Les importations en provenance d'autres pays africains vers le Bénin augmenteraient d'environ 1,38 millions de dollars Us, selon l'étude. Il est question de tenir compte des produits particuliers pour la définition de son offre tarifaire et pour la négociation avec ses partenaires en Afrique, selon Alain Babatoundé et Modeste Manada. Les produits tels que les chinchards (*Trachurus trachurus*, poisson connu localement sous le nom de "silvi"), les engrais minéraux ou chimiques contenant les trois éléments fertilisants azote, phosphore et potassium, puis les maquereaux, semblent être les produits qui génèreraient les pertes

tantes, soulignent-ils.

Pour les deux chercheurs, l'atténuation des pertes de revenus devrait amener l'Etat à mettre en place des politiques de subventions ou des incitations fiscales ciblées pour accompagner la transition des secteurs les plus perdants de la libéralisation des échanges tels que les produits de l'industrie agroalimentaire. L'Etat devra orienter les politiques non seulement dans le sens de la promotion du secteur, mais aussi dans la production intensive des produits aquacoles. Il s'agira de rendre les entreprises locales en la matière compé-

titives et de renforcer leurs économies d'échelle afin de générer des recettes fiscales supplémentaires.

Les résultats suggèrent une politique de diversification des exportations afin de tirer avantage de la zone, et améliorer le déficit de la balance commerciale qui restera persistant. Le Bénin est appelé à stimuler son potentiel commercial, en donnant priorité à la fourniture d'infrastructures commerciales adaptées, à l'harmonisation des politiques macroéconomiques, tout en travaillant à l'instauration de la paix durable et au renforcement de la sécurité.

Top 10 des importations potentielles du Bénin (en milliers de dollars US)

HS-6	Description des produits	Importations avant la Zlecaf	Importations après la Zlecaf
271600	Énergie électrique	140559,344	140559,344
151190	Autres produits non spécifiés	115767,453	115692,889
300490	Autres produits non spécifiés	83265,602	83265,602
310520	Engrais minéraux ou chimiques contenant les trois éléments fertilisants azote, phosphore et potassium	83061,094	79806,071
030355	Chinchards et chinchards (<i>Trachurus spp.</i>)	51397,531	47898,358
020714	Morceaux et abats, congelés	49676,246	49676,246
170199	Autres produits non spécifiés	48262,055	47888,382
721391	Section circulaire mesurant moins de 14 mm de diamètre	44765,875	44765,875
252310	Clinkers de ciment	35115,473	34881,719
380891	Insecticides	27341,242	27338,623

Source : Alain Babatoundé et Modeste Manada, à partir des données de WITS (2019).



Agriculture résiliente et changement climatique

Concertation BOAD-CRTC pour un Programme de Facilité Ouest-Africaine

La BOAD et le Centre et Réseau des Technologies Climatiques (CRTC) étaient du 1er au 3 février 2023 à Lomé, en atelier de concertation des parties prenantes. C'est dans le cadre de la formulation d'un Programme de Facilité Ouest-Africaine pour le Financement d'une Agriculture à Faibles Emissions et Résiliente au Changement Climatique.

● Bidossessi WANOU

Cet atelier s'inscrit dans la continuité de la proposition du programme régional Facilité Ouest-Africaine pour le Financement d'une Agriculture à Faibles Emissions et Résiliente au Changement Climatique (FOAFARCC), initiée par la BOAD en 2021 et qui s'arrime parfaitement au 3ème axe opérationnel du plan stratégique Djoliba 2021-2025 de la BOAD lié au renforcement de la résilience des pays face aux défis du changement climatique. Cette facilité vise à promouvoir des solutions innovantes développées en réponse aux défis auxquels les pays de l'UEMOA sont confrontés. Estimé à 210 millions USD, le Programme est appuyé par le Fonds Vert Climat, bailleur principal avec un apport financier de 110 millions de USD, le reste étant couvert par la BOAD à hauteur de 100 M USD et dédiés à la gestion du programme et à la promotion des technologies améliorées pour une agriculture à faible émissions et résiliente au climat. Le programme comporte une assistance technique et une ligne de financement concessionnelle en faveur des acteurs du secteur privé et du secteur public en vue de développer les capacités pour un agrobusiness à faibles émissions et résilient au changement climatique; renforcer les pratiques d'évaluation et de gestion des risques cli-



● Photo de famille

matiques dans le secteur de l'agriculture et de l'agrobusiness au sein des institutions financières puis acquérir et diffuser des informations et technologies climatiques adaptées. La situation climatique a des répercussions sur le secteur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest et les pays affrontent d'importants défis climatiques. « Les changements climatiques, tels que les tempêtes plus fréquentes, les sécheresses prolongées et les pluies irrégulières, ont un impact direct sur les cultures et les récoltes », a souligné la BOAD. Toute chose qui pénalise les communautés agricoles, majoritaires et exacerbe leur vulnérabilité déjà critique. Cela compromet par ailleurs le deuxième Objectif de Développement Durable (ODD 2), « faim zéro », et la lutte pour la sécurité alimentaire des populations. 820 millions de personnes souffrent aujourd'hui de faim de par le monde et subvenir aux besoins alimentaires implique de profonds changements des systèmes agroalimen-

taires. La démographie africaine est attendue à 2,5 milliards à l'horizon 2050 et pour nourrir la population, la production alimentaire devrait augmenter de 100%. Cela ne saurait être laissé aux seuls acteurs de l'agrobusiness car, ils n'y parviendront pas. Déjà, les agriculteurs doivent s'adapter aux nouvelles conditions climatiques pour maintenir leur productivité et aux nouvelles variétés de cultures qui sont plus résistantes aux conditions climatiques extrêmes. A cet effet, le soutien pour leur permettre d'accéder aux semences et aux technologies nécessaires s'avère nécessaire. Aussi doivent-ils œuvrer à travers leurs pratiques culturelles à combattre les changements climatiques, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. La FOAFARCC entend en plus du secteur agricole, adresser le secteur de l'énergie, de l'industrie, principales sources d'émissions de gaz à effet de serre dans les pays afin de favoriser une transition verte plus responsable et durable.

Attractivité et développement économique des territoires

Signature de partenariat entre la CDC Bénin, l'ANAT et l'ANCB

La Caisse des dépôts et consignations du Bénin (CDC Bénin), l'Agence nationale d'aménagement du territoire (ANAT) et l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) ont signé une convention de partenariat le mardi 31 janvier 2023. Elle permettra d'appuyer les projets de développement local. C'était en présence des premiers responsables de chaque structure, Létondé Brice Houéton, Directeur général de la (CDC Bénin), Cocou Edmond Odidi de l'ANAT et Luc Sètondji Atrakpo, Président de l'ANCB.

● Bidossessi WANOU

Promouvoir l'attractivité et la compétitivité économique des territoires ; favoriser la prospection et la mobilisation foncière pour la promotion des zones d'activités dans les pôles de développement ; la mobilisation et la mise en place des financements des projets économiques au niveau des communes; la structuration des projets dédiés au développement des communes dans ses domaines d'intervention; la mobilisation des ressources financières et la préservation du patrimoine foncier pour les futurs projets structurants; l'investissement dans les projets stratégiques et structurants pour la crois-



sance des communes ; la gestion optimale des fonds de dédommagement occasionnés par les projets. Ce sont là les principaux objectifs autour desquels s'articule ce partenariat entre la CDC Bénin, l'ANAT et l'ANCB, la faïtière des communes béninoises. La Convention consacre une synergie d'actions entre les parties prenantes en vue de la promotion de l'attractivité et de la compétitivité

économique des territoires conformément aux orientations du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) et du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG). Ainsi, les parties entendent conjuguer leurs efforts et travailler de commun accord pour mobiliser les ressources afin de contribuer au développement économique et social des territoires.

Côte d'Ivoire

L'exécutif annonce l'installation de 3 nouvelles usines de transformation de cacao

La Côte d'Ivoire est le principal producteur mondial de cacao. Dans la filière, l'exécutif a entrepris depuis quelques années de rendre l'environnement économique attractif pour stimuler l'investissement des acteurs privés dans le segment de la transformation. La Côte d'Ivoire a signé un accord avec les Émirats arabes unis pour la construction d'une nouvelle usine de transformation de Cacao au cours des 9 prochains mois. C'est ce qu'a révélé Yves Brahima Koné, directeur général du Conseil Café-Cacao (CCC) le vendredi

27 janvier dernier. Dotée d'une capacité de broyage de 120 000 tonnes de fèves par an, l'usine sera installée sur un site basé dans la ville de San Pedro. D'après le responsable, deux autres unités financées par la Chine sont également prévues pour entrer en service en octobre prochain avec une capacité de traitement annuel de 50 000 tonnes chacune. Une fois opérationnelles, ces trois usines devraient ajouter une capacité supplémentaire de broyage de fèves de 220 000 tonnes à l'industrie locale, qui traite actuellement entre 35 et 40 % de la produc-

tion nationale de cacao. Globalement, ces nouveaux investissements annoncés permettront à la filière ivoirienne de traiter plus de 1 million de tonnes de cacao par an à partir de la prochaine campagne 2023/2024. Une prévision qui, si elle se réalise, fera de la nation ébournéenne le premier broyeur de cacao au monde devant les Pays-Bas, son principal concurrent d'après M. Koné. En Côte d'Ivoire, l'exécutif ambitionne d'assurer 100 % de la première transformation de sa production annuelle de cacao à l'horizon 2030.

Ecofin

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières



Chambre de Commerce
et d'Industrie du Bénin

Tel : +229 21 31 20 81
01 BP 31 Cotonou Bénin
IFU : 42 01 00 11 00 515
info@ccib.bj - www.ccib.bj



AVIS DE RECRUTEMENT

N° 017 /CCIB/SG/DR/DSDR/DRH/SAP/2023

Pour mettre en œuvre le Projet de Promotion des PME de la GIZ (ProPME-GIZ) en vue de l'accompagnement de huit cents (800) MPME selon l'approche SME LOOP, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Bénin lance le présent avis pour recruter un (e) Assistant(e) Suivi Evaluation à plein temps pour une durée de deux (02) ans et dont le profil est défini comme suit :

Intitulé du poste :	Assistant (er) Suivi Evaluation du Projet ProPME	Nombre :	1
Lieu de travail :	Cotonou et déplacements en régions	Catégorie :	E
Nature de contrat	CDD	Durée :	2 ans

Placé sous l'autorité du : Chef Projet et Responsable du Contrôle de Gestion

Principales attributions :
L'assistant (e) S&E est responsable de la mise en place et la gestion du système de suivi-évaluation et apprentissage du projet conformément à l'approche SME Loop. Il se doit d'assurer la collecte, l'analyse et l'utilisation systématique et efficace des informations, et d'apporter un appui méthodologique en suivi-évaluation à l'équipe du projet ainsi qu'il suit :

1. Activité de conseil auprès de l'institution consulaire /des institutions partenaires

- ✓ Conçoit, met en place et gère le système de Suivi-Evaluation (collecte, contrôle, traitement, analyse, production et sauvegarde des données permettant d'apprécier les avancements du projet) ;
- ✓ Soutient et supervise le développement et la mise en œuvre des plans et activités de projet en étroite concertation avec l'équipe du projet et les partenaires ;
- ✓ Met à jour le plan de suivi, évaluation et apprentissage en fonction des besoins (incluant le plan de suivi des indicateurs, le narratif, le chronogramme ; etc.) et assure sa mise en œuvre ;
- ✓ Elabore les formats de rapports périodiques et de documentation de mise en œuvre du projet et assure le reporting et la diffusion à l'interne et à l'externe du projet ;
- ✓ Assure la gestion de la qualité et de l'intégrité des bases de données liées au Suivi-Evaluation du projet ;
- ✓ Appuie l'organisation des différentes activités initiées par le projet ;
- ✓ Conçoit et met en place au niveau des partenaires, des modèles de formulaires de remontée d'informations sur les activités du projet ;
- ✓ Organise les évaluations annuelles et assure l'analyse des indicateurs du projet.

2. Travail en réseau et coopération

- ✓ Apporte son soutien au travail des relations publiques et élabore selon les besoins et la demande, les supports de communication avec les personnes et institutions importantes dans l'environnement du projet ;
- ✓ Renforce la communication entre les différents partenaires du projet et des autres projets / programmes de la GIZ ;
- ✓ Facilite l'échange d'idées et d'informations au bénéfice du projet.
- ✓ Rassemble les informations utiles pour des activités et missions conjointes ;

3. Gestion des connaissances

- ✓ Assure la gestion et le transfert des connaissances se rapportant au projet et envers les partenaires du projet et prépare les dossiers de présentation sur le suivi-évaluation et apprentissage du projet ;
- ✓ Organise des cadres de réflexion critique interne et externe en vue d'identifier ou d'informer sur les points de blocage afférents à l'avancement du projet et fait le suivi de la mise en œuvre des mesures correctrices ;
- ✓ Identifie les besoins en formation du personnel et des partenaires impliqués et organise les formations nécessaires en suivi-évaluation.
- ✓ Prépare la synthèse des contributions pertinentes pour élaborer les différents rapports de projet y inclus les rapports annuels ;
- ✓ Assure la capitalisation et la communication du savoir du projet ;

4. Fonctions de coordination

- ✓ En concertation avec le chargé de Projet et l'équipe technique, coordonne les activités dans le domaine Suivi-Evaluation au niveau du projet et de ses partenaires ;
- ✓ Soutient la planification générale du projet, ce qui implique la préparation, l'organisation et l'animation d'exercices de planification ainsi que la mise en œuvre, la gestion, la supervision, la gestion de la qualité, l'évaluation, la communication et la documentation ;
- ✓ Organise la mise en œuvre des évaluations, des études et enquêtes qui seront réalisées par ou avec l'appui du Projet et veille à leur diffusion ;
- ✓ Définit et supervise la mise en œuvre de mécanisme de capitalisation des bonnes pratiques au niveau des parties prenantes (MPME, institutions publiques et privées de promotion des MPME, organisations interprofessionnelles d'appui aux MPME ; etc.) et veille à leur diffusion
- ✓ Accomplir toutes les tâches qui lui sont confiées par la hiérarchie.

Qualifications et qualités requises :

Le Candidat à ce poste doit remplir les principaux critères suivants :

- ✓ Avoir un BAC+3 en Statistique, Planification, économie appliquée, Agro-économie, ou autres diplômes équivalents ;
- ✓ Avoir au minimum 5 ans d'expériences professionnelles pertinentes en Suivi-Evaluation dont au moins 2 ans dans le domaine de l'accompagnement des MPME au sein d'un Projet/programme de coopération au développement
- ✓ Disposer d'une bonne expérience dans la conception, l'exécution et la conduite des enquêtes

- ✓ Avoir une bonne maîtrise du cycle des projets (formulation, supervision, auto-évaluation par les bénéficiaires, évaluation à mi-parcours, et final) ;
- ✓ Avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction des rapports ;
- ✓ Avoir des aptitudes confirmées de l'utilisation de l'outil informatique en général et des logiciels de suivi-évaluation en particulier ;
- ✓ Bonne capacité en modération de processus et planification participative ;
- ✓ Capacité à transmettre un savoir-faire et à accompagner des acteurs opérationnels

Exigences liées au poste

Le Candidat à ce poste doit avoir des compétences, notamment :

- ✓ Bonne connaissance de l'écosystème entrepreneurial du Bénin
- ✓ Maîtriser la digitalisation des formulaires d'enquête sur Kobocollect, Survey Solution ; etc.
- ✓ Avoir une expérience dans le contrôle qualité des données économiques des entreprises agricoles ou agroalimentaires ;
- ✓ Bonne connaissance pratique de l'utilisation des outils et applications informatiques courants (MS Office, MS Teams etc.) ;
- ✓ Bonnes qualités rédactionnelles ;
- ✓ Être organisé(e) et capable de gérer et respecter les échéances ;
- ✓ Expérience dans la mise en œuvre de formations basiques sur la collecte de données et l'utilisation des outils numériques
- ✓ Capacités de travailler en équipe pluridisciplinaire et multiculturelle et faire preuve d'esprit d'équipe.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit comporter :

- ✓ Une lettre de motivation précisant l'adresse, les contacts téléphonique et électronique du postulant, le nom de référence du poste pour lequel il postule ;
- ✓ Un Curriculum Vitae détaillé précisant les diplômes (année et lieu d'obtention) ;
- ✓ Copie (s) des diplômes et ou attestations en lien avec le poste.

Seuls (es) les candidats (es) présélectionnés (es) seront contactés (es) par courriel et par téléphone. Ils devront compléter leurs dossiers au besoin.

Conditions de dépôt de candidature :

Les employé(e)s de la CCI Bénin remplissant les conditions requises sont vivement invités à faire acte de candidature au plus tard **le mercredi 15 février 2023 à 12h 30 mn**, en déposant leur dossier au Secrétariat Administratif, sous pli fermé ou en version numérique à l'adresse qui suit : info@ccib.bj

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le mercredi 15 février 2023 à 12h 30

Fait à Cotonou, le 27 janvier 2023

Le Secrétaire Général

Raymond ADJAKPA ABILE

Transport maritime

Congo Terminal réceptionne deux portiques de quais STS

Le 30 janvier 2023, Congo Terminal a réceptionné deux nouveaux portiques de quai STS de dernière génération. Ils viennent renforcer les six portiques déjà opérationnels et vont améliorer significativement les performances du Port Autonome de Pointe-Noire et contribuer à répondre aux besoins des armateurs internationaux et partenaires commerciaux. Fabriqués par ZPMC, ces deux portiques électriques ont chacun une capacité de levage d'au moins 100 tonnes. Ils peuvent manutentionner les navires les plus modernes et transportant jusqu'à 16 000 containers EVP. Financés par Congo Terminal à hauteur de 11,3 milliards de francs CFA (17 millions d'euros), ces deux portiques commandés en 2021 permettent à Congo Terminal d'étendre son parc matériel. L'entreprise compte désormais 8 portiques de quai STS, 20 portiques de parcs RTG, 4 grues mobiles Gottwald, 58 tracteurs portuaires et 9 reach stackers. « Cet investissement témoigne de notre volonté de soutenir le développement de nos infrastructures



locales en accompagnant les performances du port autonome de Pointe-Noire. L'arrivée de ces nouveaux portiques de quai vient compléter notre offre avec des technologies de pointe, en cohérence avec la vision des autorités de l'Etat pour faire de ce Port la principale porte d'entrée du Bassin Congo et la première plateforme de transbordement d'Afrique centrale » déclare Séraphin BHALAT, Directeur Général du Port Autonome de Pointe-Noire. « Grâce à ces nouveaux équipements, Congo Terminal va augmenter sa productivité et sa capacité à accueillir des navires de grandes tailles. Ces portiques STS étant électriques, elles vont aussi

nous permettre de réduire notre empreinte environnementale et ainsi venir renforcer notre démarche Green Terminal en cours. » soutient Sandrine WAMY, Directrice d'exploitation Congo Terminal. En 2022 l'entreprise a manutentionné pour la deuxième année consécutive plus de 1 000 000 EVP contre 190 000 au début de la concession en 2009. Congo Terminal attend la livraison de six nouveaux portiques de parc RTG courant 2023. Elle emploie plus de 900 collaborateurs en CDI et mène une politique RSE/mécénat audacieuse au profit de la jeunesse, la protection de l'environnement et l'éducation.

Financial Afrik

Transport aérien

Ryanair prévoit une hausse de « 5 à 10 % » des prix des billets cet été



Sans surprise, la forte inflation touche tous les secteurs économiques. Les prix des billets d'avion de Ryanair devraient ainsi augmenter « de 5 à 10 % » l'été prochain par rapport à la même période de 2022, a estimé mercredi à Lisbonne son directeur Michael O'Leary. La compagnie irlandaise à bas coûts prévoit « une forte demande » pour cet été, portée notamment par le marché asiatique, après

la levée des restrictions sanitaires en Chine, et par les clients américains « qui bénéficient d'un dollar fort ».

Retour d'un bénéfice

Le transporteur a par ailleurs annoncé lundi un bénéfice net de 211 millions d'euros au troisième trimestre décalé de l'exercice 2022/2023, porté par le rebond de la demande notamment pour la période des fêtes de fin d'année,

contre une perte de 96 millions d'euros un an plus tôt. Au Portugal, la compagnie aérienne a annoncé 19 nouvelles destinations (Barcelone, Rome ou Toulouse) en provenance ou à destination des aéroports de Faro et Porto. Ryanair, qui comptera alors un total de 164 destinations depuis le Portugal, précise toutefois ne pas être en mesure de croître à Lisbonne « en raison de l'absence de créneaux de décollage » disponibles due, entre autres, à la saturation de l'aéroport et « des hausses des taxes aéroportuaires ». Le Portugal pourrait en outre accueillir le nouveau centre de formation de Ryanair dans la région de Porto, a indiqué Michael O'Leary. La décision sera connue dans les prochaines semaines.

20 Minutes

Nigeria

Des agents économiques utilisent le FCFA comme monnaie refuge dans 5 régions du pays



À Nigeria, l'adoption rapide de nouvelles formes de billets et pièces de banque a accéléré la demande pour le franc CFA, dans les Etats voisins des pays de la Cemac et l'Uemoa. Une situation qui entre dans un cadre hors de la portée des banques centrales de ces sous-régions. Plusieurs communautés et agents économiques dans 5 Etats du

Nigeria ont choisi d'utiliser le franc CFA comme monnaie d'échange dans les transactions commerciales, apprend-on de plusieurs médias locaux, dont The Punch, un des plus importants journaux du pays. Cette évolution des choses serait le fait de la rareté des nairas, avec l'introduction en cours des nouveaux modèles de billets. Les localités fédérales concernées sont Sokoto, Zamfara et Katsina dans le nord-ouest du pays et frontaliers du Niger, l'Etat de Kwara qui a une frontière avec le Bénin et celui de l'Adamawa à l'est qui a une frontière avec le Cameroun. L'utilisation des CFA dans ces Etats était déjà une réalité, en raison d'importantes interactions commerciales avec des pays de l'Uemoa ou du Cameroun en zone Cemac. Mais la demande pour la monnaie des pays francophones s'est accélérée avec la fixation d'un délai court, pour échanger les anciens billets de nairas contre les nouveaux. Selon le témoignage d'un éleveur, dont les propos ont été rapportés par The Punch, les marchands n'acceptent désormais que les nouveaux nairas pour ne pas perdre leur fortune. Mais comme ces derniers ne sont pas facilement disponibles, le franc CFA devient la monnaie refuge. La demande potentielle du franc CFA qui découle de cette situation n'est pas facile à estimer, car les transactions et les échanges se déroulent souvent dans des cadres informels. Mais si le défi de disponibilité des nouveaux billets nigériens n'est pas résolu, cela risquerait de provoquer des distorsions dans la politique monétaire de la BCEAO et de la BEAC, qui repose sur des agrégats économiques des pays sous leurs supervisions respectives. L'utilisation du CFA par des agents économiques nigériens n'est pas seulement le fait de l'indisponibilité des nouveaux nairas. La monnaie de la première économie d'Afrique en termes de Produit intérieur brut a perdu de la valeur sur le marché de change parallèle qui alimente une majorité des opérations de change, poussant les commerçants frontaliers à demander plus de CFA, monnaie qui jouit d'une relative stabilité. Rappelons que le CFA n'est pas la seule monnaie refuge pour les Nigériens. Bien qu'ayant perdu de sa valeur au cours de l'année 2022, le Bitcoin est particulièrement demandé dans le pays et sa valeur y dépasse celle qui prévaut sur les autres marchés.

Côte d'Ivoire

La production de café a quasiment doublé à 92 300 tonnes entre janvier et septembre 2022

En Côte d'Ivoire, le café a été surclassé depuis plusieurs années par des cultures émergentes comme l'hévéa, l'anacarde et le coton en termes de contribution aux recettes agricoles. Face à une demande internationale de fèves qui ne faiblit pas, les autorités tentent de relancer l'industrie locale. En Côte d'Ivoire, la filière café a le vent en poupe. Sur les 9 premiers mois de l'année 2022, la récolte de fèves a atteint environ 92 260 tonnes, soit presque le double du volume affiché un an plus tôt (47 391 tonnes). Cette performance de l'appareil productif s'explique principalement par les bonnes conditions météorologiques et agronomiques enregistrées sur la période. Sur un autre plan, les prix ont été plus attractifs pour les planteurs avec 700 Fcfa par kilogramme de fèves, soit 150 Fcfa de plus que la saison 2020/2021. Avec cette situation, les autorités indiquent que le revenu brut engrangé par les exploitants entre janvier et septembre s'est établi à 64,82 milliards Fcfa, soit 148,67 % de plus par rapport à l'année dernière. Plus largement, il faut noter que le dynamisme de la filière café tranche avec la morosité affichée par la production cacaoyère qui a été en baisse de près de 5 % sur la période considérée à 1,13 million de tonnes. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le 4ème producteur africain de café derrière l'Éthiopie, l'Ouganda et la Tanzanie.



Finance islamique

Le Nigeria abrite le plus grand marché de sukuk d'Afrique, avec un encours d'émission de 1,6 milliard \$

Selon une récente analyse de l'agence de notation internationale Fitch Ratings, le secteur nigérian de la finance islamique devrait poursuivre sa croissance sur la période 2023-2024. Cette croissance sera soutenue par les émissions de sukuk, la progression de financements islamiques et la réglementation souple concernant cette activité. Le Nigeria, qui abrite la plus grande population musulmane d'Afrique, est également le plus grand marché de sukuk (titres financiers islamiques équivalant à des obligations dans la finance classique) d'Afrique, avec un encours d'émissions de 755,5 milliards de nairas (1,6 milliard \$), selon Fitch Ratings. Dans une analyse publiée mercredi 25 janvier, l'agence de notation fait savoir que le gouvernement du Nigeria a levé 130 milliards de nairas (environ 282 millions \$) dans le cadre d'émissions de sukuk. L'opération représentait la cinquième émission « d'obligations » islamiques de l'Etat nigérian depuis 2017. En plus du gouvernement fédéral nigérian, d'autres institutions financières ont également lancé des programmes d'émissions de sukuk en 2022. Ainsi, la banque islamique TajBank Limited a lancé un programme de sukuk mudaraba de 100 milliards de nairas (environ 222 millions

Ecofin du 02 Février 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 2 février 2023

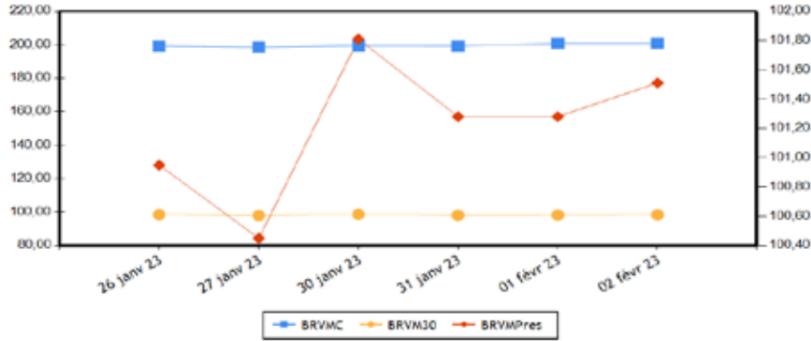
N° 24

BRVM COMPOSITE	200,76
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	-1,21 %

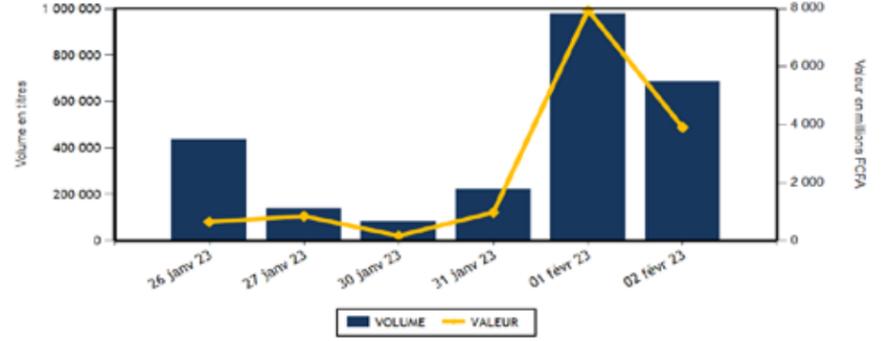
BRVM 30	98,42
Variation Jour	0,16 %
Variation annuelle	-1,58 %

BRVM PRESTIGE	101,51
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	1,51 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 468 946 106 770	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	143 486	-85,30 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	468 174 575	-94,09 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	13	18,18 %
Nombre de titres en baisse	13	18,18 %
Nombre de titres inchangés	17	-5,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 099 837 546 862	0,09 %
Volume échangé	544 434	25 641,56 %
Valeur transigée (FCFA)	3 435 177 198	16 472,91 %
Nombre de titres transigés	12	140,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	7	40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	5 330	6,60 %	-2,47 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	850	6,25 %	-8,11 %
BOLLORE (SDSC)	1 350	4,25 %	-3,23 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 200	3,94 %	4,20 %
TOTAL CI (TTLC)	2 100	2,94 %	10,82 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 150	-7,45 %	-10,22 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 250	-7,41 %	-21,88 %
SICABLE CI (CABC)	1 015	-4,69 %	-13,25 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 720	-2,68 %	2,94 %
SAPH CI (SPHC)	5 400	-2,53 %	8,11 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,51	0,23 %	1,51 %	117 772	323 017 960	6,06
BRVM-PRINCIPAL	36	97,23	-0,09 %	-2,77 %	25 714	145 156 615	9,47

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,47	-1,75 %	-9,36 %	4 265	22 694 520	24,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	494,08	0,10 %	1,00 %	34 361	379 118 880	9,08
BRVM - FINANCES	15	74,11	-0,04 %	-1,85 %	98 719	44 832 175	6,90
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	4,13 %	-3,14 %	316	420 065	5,27
BRVM - AGRICULTURE	5	287,01	-0,24 %	1,22 %	1 671	14 761 650	5,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	341,22	1,42 %	-4,83 %	3 633	5 865 825	24,87
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 221,54	0,00 %	4,21 %	521	481 460	11,89

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,00
Taux de rendement moyen du marché	7,77
Taux de rentabilité moyen du marché	8,67
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	113
Volume moyen annuel par séance	412 132,00
Valeur moyenne annuelle par séance	948 013 230,79

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	20,30
Ratio moyen de satisfaction	59,15
Ratio moyen de tendance	291,33
Ratio moyen de couverture	34,33
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,60
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjbf@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Février 2023
Mercredi 1 Février 2023
Lundi 5 Février 2023
Jeudi 9 Février 2023
Lundi 13 Février 2023
Vendredi 17 Février 2023
Mardi 21 Février 2023
Samedi 25 Février 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	5L	4.000
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 06 Janvier 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
	Matéri	Matéri	jeudi	
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi	
Mono	Cobly	Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
Zou	Agoué	Agoué	mercredi	
	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouédémè	Ouédémè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
		Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 06/02/ 2023

Cours des matières Premières Mardi 06 Janvier 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var.%	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Juridiction sous régionale

Mahawa Semou Diouf investi Pdt de la Cour de Justice de l'Uemoa

Au lendemain de la prestation de serment des nouveaux juges de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le nouveau Président de l'instance sous régionale a été investi dans ses fonctions le jeudi 02 février 2023 à Ouagadougou.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Suivant les dispositions en vigueur, notamment l'Article 7 de l'Acte Additionnel N° 10/96 portant statuts de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CJ/UEMOA), qui stipule : « les membres de la Cour désignent, en leur sein pour trois ans, le Président de la Cour. Le Président désigné est solennellement installé. Les membres de la Cour se répartissent entre eux les fonctions de juges, de premier avocat général et d'avocats généraux. », Mahawa Semou Diouf est désormais le Président de la Cour de Justice de l'Uemoa. Intervenant au lendemain de la prestation de serment des



nouveaux juges de l'Union, cette investiture qui a eu lieu au cours d'une audience solennelle a enregistré la présence des Membres d'Organes de l'Union dont le Commissaire Jonas GBIAN assurant l'intérim du Président de la Commission de l'UEMOA et le Président de la Cour des Comptes de l'UEMOA.

Que retenir du nouveau Président, Mahawa Sémou DIOUF ?

Magistrat hors hiérarchie, il est breveté de l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature de Dakar où il sorti en 1985, Major de Promotion, Section Magistrature. Ancien Doyen des Juges d'instruction du Tri-

bunal régional hors classe de Dakar de 2008 à 2015, il a occupé, entre autres, les fonctions de Président du Tribunal Départemental hors classe de Dakar et de Conseiller juridique du Président de la République du Sénégal. C'est en 2016 qu'il a été nommé juge au titre de la République du Sénégal, à la Cour de Justice de l'UEMOA pour un mandat de 6 ans. Mandat qui a été renouvelé le 10 janvier 2023 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA. Il a été officiellement installé ce 2 février 2023 dans ses fonctions de Président de la Cour de Justice de l'UEMOA pour un mandat de 3 ans après avoir été désigné par ses pairs.

Inflation

En Espagne, le salaire minimum va augmenter de 8 %



Malgré l'opposition du patronat, le salaire minimum espagnol va augmenter de 8 %. C'est ce qu'a annoncé mardi le Premier ministre Pedro Sánchez lors d'un débat au Sénat, dans un contexte marqué par une forte inflation. « Nous allons approuver une nouvelle hausse du salaire minimum de 8 % pour arriver à 1.080 euros » bruts par mois sur 14 mois, le salaire étant traditionnellement versé 14 mois dans le pays, a-t-il déclaré. « Nous respectons ainsi notre engagement » de porter le salaire minimum « à 60 % du salaire moyen » d'ici la fin de la législature fin 2023, a-t-

il poursuivi.

Sur 12 mois, le salaire minimum sera désormais de 1.260 euros bruts. Les syndicats, qui réclamaient 1.100 euros sur 14 mois, ont tout de même exprimé leur satisfaction. Cette hausse « va bénéficier à 2,5 millions de personnes et toucher particulièrement les femmes, les jeunes, les personnes en contrat à durée déterminée ou celles travaillant dans le secteur agricole ou dans les services », a déclaré sur Twitter Unai Sordo, secrétaire général de Commissions Ouvrières (CCOO), l'un des deux grands syndicats du pays.

20minutes

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidosessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Financement des projets par la BADEA au Bénin

Dr Zul-Kifl Salami pour le démarrage effectif des travaux de l'UNA à Porto-Novo

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a financé à hauteur de 23 milliards FCFA la réalisation de plusieurs infrastructures pour le compte de l'Université nationale des sciences technologie ingénierie et mathématiques (UNSTIM) d'Abomey et l'Université nationale d'agriculture (UNA) à Porto-Novo. Après avoir visité l'UNSTIM le mercredi 18 janvier 2023, le chargé de mission du chef de l'Etat, administrateur, Membre du Conseil de Gouvernance de l'AATB (Groupe de la BID) a initié une importante séance de travail avec les parties prenantes dans la réalisation des infrastructures à l'UNA le mercredi 1er février 2023.

● Falco VIGNON

Les travaux de réalisation de plusieurs infrastructures notamment le rectorat et quelques bâtiments à l'Université nationale d'agriculture (UNA) de Porto-Novo démarrent bientôt. Lors de la séance de travail qui s'est tenue au rectorat de l'UNA mercredi dernier, les participants, sous le leadership du chargé de mission du président de la République ont résolu les difficultés existantes et balisé le terrain pour une exécution sans accroche des travaux. Comme l'explique si bien le chargé de mission du président Patrice Talon, Dr Zul-Kifl Salami. « L'objet de notre réunion, c'est d'apprécier un peu les problèmes qui se posent avec le maire et les autorités administratives et locales notamment, et essayer d'ajuster le planning, construire la feuille de route afin que le projet soit mis en orbite le plus rapidement possible et que l'objectif soit atteint à l'horizon de 15 à 16 mois. C'est le travail que nous avons fait aujourd'hui. Un travail très fouillé. Une planification extrêmement fine. Nous savons ce qui doit se passer à partir de maintenant, demain jusqu'au 16 mars. Donc nous partons d'ici en sachant que ce projet va effectivement démarrer ». Les travaux seront réalisés par le groupement S2AP/ACL.

Après une séance de travail au cours de laquelle tous

les goulots d'étranglement ont été levés, le ministre d'Etat Dr Zul-Kifl Salami a conduit la délégation sur le site identifié pour abriter les infrastructures de l'UNA. « Vous ne pouvez pas parler d'un projet sans venir sur le terrain. C'est le terrain qui commande. Lorsque vous arrivez sur le terrain, vous avez une lecture plus pragmatique et efficace des problèmes qui se posent et de la construction des solutions. Donc séance tenante avec le maire, le chef quartier et autres, nous avons expliqué aux populations que c'est un projet qui concerne le Bénin et plus particulièrement la population de Louho. Leur coopération a été immédiate. Par cette pédagogie que nous avons développée, ils ont compris l'importance et la portée de ce projet. Donc, nous estimons que c'est un ingrédient de plus qui permettra la réalisation de ce projet dans les délais les plus courts. Les incidences seront multiples. Création d'emplois pour les jeunes ; création d'activités génératrices de revenus pour les femmes ; c'est un projet qui apportera plus de prestige à la ville de Porto-Novo qui historiquement est une ville académique », a-t-il expliqué.

Le maire de Porto-Novo et le recteur de l'UNA jouent leur partition

Les autorités locales notamment le maire de Porto-Novo, Charlemagne Yankoty, ont pleinement



joué leur partition dans la résolution des difficultés que rencontrait la réalisation des travaux de l'UNA. C'est ce qu'a expliqué le maire Charlemagne Yankoty : « Le site que nous venons de visiter est un site que nous avons identifié en remplacement de celui de Lokpodji qui s'est malheureusement révélé inapte à recevoir de telles infrastructures. Après prospection, nous avons identifié ce domaine-ci à Louho qui s'étend sur 28 hectares. Comme on ne peut pas tout donner, nous avons souhaité qu'on prenne ce qu'il faut pour recevoir les infrastructures de l'Université nationale d'agriculture. C'est un domaine qui a assez de terres fermes et facile d'accès. Avec l'Acise (Agence pour la construction des Infrastructures du secteur de l'Education, Ndlr) on verra dans quelle mesure enclencher la procédure de déclaration d'utilité publique de la zone, avec les cabinets de géomètres, l'IGN et toutes les structures concernées sans oublier les populations

notamment les personnes à dédommager en son temps. La mairie prendra toutes les dispositions pour que les décisions subséquentes soient prises au niveau du conseil pour permettre à ce projet d'avancer. Porto-Novo c'est la capitale, malheureusement sans université digne du nom. La première nous a échappé à cause de certaines difficultés. Or, Porto-Novo est une ville académique qui, au fil du temps a perdu cette noblesse que le président de la République essaie de restaurer. Vous comprenez avec moi que je ne peux qu'être heureux d'accueillir une pareille construction puisqu'il n'y a pas de développement sans l'éducation. Encore qu'il s'agit de l'université d'agriculture qui est aujourd'hui un secteur phare du développement de notre pays, ce qui laisse présager de toute la joie du conseil municipal d'accueillir cette infrastructure ».

Le recteur de l'UNA, Bruno Djossa, n'a pas caché sa satisfaction et est désormais

sûr de ce que les travaux démarreront bientôt et seront bien exécutés. « Nous sommes très impatients de voir ce projet aboutir puisque nous sommes encore en location actuellement. Ce lancement vient nous mettre du baume au cœur. C'est un projet qui est en gestation cela fait un bout de temps et il fallait ce coup d'accélérateur que constituent la séance de travail et la visite du chantier qui ont eu lieu ce jour pour servir de catalyseur au processus de réalisation de ces infrastructures au profit de l'Université nationale d'agriculture. Nous avons vu les acquis de la visite du ministre d'Etat Dr Zul-Kifl Salami le mercredi 18 janvier 2023 à l'UNSTIM d'Abomey et nous étions impatients de recevoir sa délégation. Parce qu'après la séance de travail avec lui, tout est clair dans la tête de chaque partie prenante qui sait quoi faire et dans quel délai. Surtout avec la forte implication de la mairie, nous sommes rassurés de ce que le démarrage est effectif et bientôt nous pourrons

jouir de ces infrastructures. Ce que je retiens, c'est que maintenant il y a un planning fixe avec des deadlines et chacun sait ce qu'il doit faire. Je crois que ce projet a vraiment pris corps, nous allons commencer par décompter le temps et observer chaque acteur », a-t-il fait savoir.

Pour finir, le ministre d'Etat Dr Zul-Kifl Salami a manifesté sa reconnaissance envers tous ceux qui travaillent à la réalisation de la vision du président Patrice Talon. « Je remercie le chef de l'Etat pour sa vision car tout ce travail n'est permis parce qu'une vision très claire a été lancée par le chef de l'Etat. Et cette vision, lorsqu'elle est claire, l'accompagnement devient facile pour tout le corps social. C'est ce que nous sommes en train de faire et nous avons la certitude que ce projet va réussir à la satisfaction du chef de l'Etat et des bailleurs de fonds notamment les fonds arabes qui observent l'utilisation des ressources financières qu'ils mettent à notre disposition ».



Appui à l'éducation de base

Le Japon dote le CEG1 Glo-Djigbé de 07 salles de classes

Engagé aux côtés du gouvernement béninois dans l'amélioration du système éducatif, le Japon, à travers son ambassade au Bénin, a procédé, jeudi 02 février 2023, à l'inauguration de quelques infrastructures scolaires au CEG 1 Glo-Djigbé. Ce, en présence des autorités communales.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Signé le 12 août 2022 entre l'Ambassade du Japon près le Bénin et l'ONG « Association des Jeunes Engagés pour un Monde Rural Epanoui », au titre du programme « Aide aux Projets Locaux », le don du Japon au CEG 1 Glo-Djigbé est désormais matérialisé. Sept (07) salles de classes, huit (08) cabines de latrines, le tout suivi d'un laboratoire. Ce sont entre autres les réalisations concrétisées au profit des apprenants du CEG 1 Glo-

Djigbé grâce au projet financé par l'ambassade du Japon. Matérialisé en moins d'un an, ce projet qui s'inscrit dans le cadre du Programme japonais « Aide aux Projets Locaux », vise à renforcer le dynamisme et l'innovation en Afrique par un capital humain scientifique et technique adapté. Mieux, il s'agit pour le Japon de soutenir le Programme d'action du gouvernement (PAG) du Bénin en son axe stratégique n°5, à savoir « la promotion d'une éducation de qualité ». C'est d'ailleurs ce qu'a indiqué à l'inauguration,

le Chargé d'Affaires de l'Ambassade du Japon près la République du Bénin, Shigeru Kondo. « La construction de ces salles de classe par le financement du Japon s'inscrit dans l'engagement du Japon à accompagner le gouvernement du Bénin et particulièrement la Commune d'Abomey-Calavi, dans le processus d'amélioration de son système éducatif. Grâce à cette contribution japonaise, les conditions de travail des enfants et des enseignants du Collège d'Enseignement Général 1 de Glo-Djigbé seront



nettement améliorées », a-t-il assuré. Heureux de cet accompagnement qui va améliorer les conditions de travail du collège, le directeur du CEG, Hyppolite

Agbessi, le Chef d'arrondissement Gilbert Sètonji Boco, le représentant des parents d'élèves et le porte-parole des apprenants ont exprimé leur

reconnaissance au peuple japonais pour son appui constant à l'éducation béninoise. Présent à l'inauguration, le maire de la Commune d'Abomey-Calavi, Angelo Ahouandjinou et le Chef d'Arrondissement de Glo-Djigbé, Sètonji Boco, ont, tout en remerciant le Japon, invité les apprenants à en prendre grand soin. Ainsi, après une année 2022 riche en réalisation d'infrastructures scolaires, le Japon réitère son engagement pour le développement de l'éducation béninoise.

Institut du cadre de vie de l'UAC

Dr Bio Orou Nikki présente ses recherches sur les études d'impact environnemental et social au Bénin

« Analyse diagnostique de la mise en œuvre des études d'impact environnemental et social au Bénin de 2010 à 2020 ». C'est le thème sur lequel ont porté les travaux de recherche du Dr Bio Orou Nikki dont les résultats ont été présentés jeudi 02 février 2023. Le Master professionnel en Evaluation environnementale et sociale a été soutenu à l'Institut du cadre de vie de l'Université d'Abomey-Calavi.

● Falco VIGNON

17 sur 20 avec la mention très bien suivie des félicitations du jury, c'est le verdict du président de jury qui a sanctionné la fin de cette soutenance après la présentation des résultats des travaux qu'a effectués Dr Bio Orou NIKKI. Il peut désormais se frotter les mains pour la qualité de ses travaux. Avec l'institution de l'Agence Béninoise pour l'Environnement et l'adoption puis la mise en application des décrets N°2001-235 du 12 juillet 2001 portant sur l'étude d'impact sur l'environnement, N°2015-382 du 09 juillet 2015, N°2017-332 du 06 juillet 2017 et N°2022-390 du 13 juillet 2022, portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale en République du Bénin, la mise en œuvre des ÉIES est une effectivité au Bénin depuis déjà plus de deux décennies environ. Des mémoires, articles, communications et autres travaux scientifiques abordent de nombreux aspects des ÉIES au Bénin. Mais la problématique de la qualité des ÉIES dans l'existant documentaire est très peu abordée voire passée sous silence. La recherche sur la mise en œuvre des ÉIES au Bénin de 2010 à 2020, est marquée par des aspects politiques, juridiques, culturels, culturels, normatifs, techniques et institutionnels. Pour y par-



venir, la palette d'outils et de techniques mobilisés pour la collecte des données et l'analyse des résultats est constituée de guides d'entretien avec certaines parties prenantes, la recherche documentaire, l'analyse documentaire et la méthode SWOT. Les principaux résultats portant sur la qualité des ÉIES réalisées au Bénin au cours de la période de recherche révèlent que la majorité des rapports d'ÉIES sont validés sous réserve de la prise en compte des observations, donc de qualité acceptable. Par contre, certains rapports d'ÉIES sont retournés aux Bureaux d'études ou aux consultants pour des compléments d'informations. Ces résultats corroborent les avis des experts exprimés lors des enquêtes de terrain qui estiment que la qualité des ÉIES reste à améliorer. En outre, la professionnalisation des bureaux d'études en évaluation environnementale par leur accréditation constitue un défi majeur à relever pour contribuer à l'amélioration de la qualité des ÉIES au Bénin. Désormais Docteur en environ-

nement, Bio Orou NIKKI, pense qu'il n'est pas assez outillé pour aborder les questions liées à l'environnement, car avoir le doctorat c'est être un généraliste. Alors que lui, il veut être un spécialiste d'où la nécessité du Master professionnel environnemental. Une autre façon pour l'impétrant du jour de montrer qu'on peut à tout moment apprendre malgré ses bagages intellectuels.

Qui est vraiment Dr Bio OROU NIKKI ?

Né en 1981 à Bouérou dans la commune de Oussa-Péhunco, département de l'Atacora, Monsieur Bio OROU NIKKI avant son Master professionnel en Evaluation Environnementale et Sociale est titulaire d'un Doctorat en Géosciences de l'environnement et Aménagement de l'espace. Il vient d'être admis à un concours de recrutement au poste de Spécialiste en Gestion de l'Environnement au profit de l'Agence béninoise pour l'Environnement (ABE). Le Docteur Bio OROU NIKKI est aussi un Juriste environnementaliste car il poursuit ses études post-universitaires en droit de l'environnement à l'Université de Lomé. Pendant une dizaine d'années, avant son admission au poste de Spécialiste en Gestion Environnementale à l'ABE, il a été le Directeur de la radio communautaire Naanè FM de Ouassa-Péhunco. Avec son master en management des médias, le Docteur Bio OROU NIKKI est aussi un spécialiste en communication environnementale.



PSG

Blessé à la cuisse, Mbappé forfait face au Bayern

Jusqu'ici, le plan grand froid se déroule sans accroc pour le Paris Saint-Germain. Au lendemain d'un mercato frappé du sceau de la lose, lors duquel Paris aura perdu trois joueurs pour n'en gagner aucun, et après un début d'année pour le moins mitigé d'un point de vue des résultats (et de la manière), le PSG vient d'apprendre que son buteur Kylian Mbappé

souffrait d'une lésion à la cuisse et serait absent des terrains trois semaines. Sorti à la 21e de jeu mercredi soir à Montpellier (victoire 3-1 du PSG) après un choc avec Léo Leroy, le fils de l'ancien parisien Jérôme Leroy, le kid de Bondy souffre « d'une lésion de la cuisse gauche au niveau du biceps fémoral » selon le communiqué du PSG publié jeudi après-midi. La veille, en conférence de presse,

après la rencontre de Ligue 1 de mercredi à Montpellier (3-1). Christophe Galtier s'était pourtant montré rassurant. « C'est une contusion ou un hématome, on ne sait pas encore. Il n'y a pas trop d'inquiétude », avait-il déclaré, évoquant « un coup derrière le genou et sur le muscle ». Bien joué, Sherlock.

Un PSG très affaibli

Indice de perception de la corruption 2022 de Transparency International

Le Bénin fait un bond de 6 places et intègre le top 10 en Afrique

Transparency International a publié le mardi 31 janvier 2023 l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2022, après avoir collecté et analysé des données auprès de 180 pays. Le Bénin fait un bond remarquable dans le classement 2022 et pointe désormais à la 8ème place comme le Ghana longtemps cité comme un exemple en matière de lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest. Le Bénin intègre ainsi le top 10 du continent et conforte donc sa cote. Les efforts du Gouvernement du Bénin en matière de lutte contre la corruption avec l'arsenal juridique et tout le mécanisme mis en place pour endiguer le phénomène com-



mencent par porter leurs fruits. Le Bénin totalise en effet 43 points sur 100. Un gain d'un précieux point comparativement à l'Indice de Perception de la Corruption 2021 qui était de 42 points. Classé 72ème sur 180 pays dans le monde, notre pays ré-

colte les fruits de la bonne gouvernance prônée par le Président Patrice TALON et gagnerait à poursuivre ses efforts. Notamment à travers un renforcement des acquis et une lutte implacable contre la corruption.

Source externe

Gestion axée sur les résultats à Bassila

Des lettres de mission et contrats d'objectifs remis aux cadres

Conformément au code de l'administration territoriale en vigueur au Bénin, la Secrétaire exécutive de la mairie de Bassila madame Aline ESSE a reçu des mains du Maire de la commune le Docteur TASSOU Zakari Filikibirou sa lettre de mission. C'était à la salle de conférence de la mairie de Bassila en présence des responsables des services, Chefs divisions et autres collaborateurs.



● Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

En effet, le Plan de Travail Annuel (PTA) de la mairie de Bassila se veut un instrument d'opérationnalisation de la tranche 2023 du plan de développement Communal. Dans la lettre de mission adressée à la Secrétaire exécutive et validée par le conseil communal en sa session du 27 Janvier

2023, des objectifs sont clairement fixés conséquemment aux résultats attendus par le conseil communal. Le but est de relever les défis dans les domaines du renforcement de la performance de l'administration communale, de la mobilisation des ressources propres de la commune et de la reddition de comptes. La secrétaire Exécutive

de la mairie de Bassila, madame Aline ESSE avant de remettre à son tour aux responsables des services leurs contrats d'objectifs, a tenu à remercier le Maire pour la qualité de la collaboration qui existe entre eux depuis son installation à la tête de l'administration communale de Bassila. Elle a rassuré de son engagement à ne pas faillir à la mission que le conseil communal a bien voulu lui confier. Ensuite la SE a fait lecture du contenu de la lettre de mission a lui adressée tout en appelant les responsables de services et leurs collaborateurs à plus d'engagement et de détermination pour relever les défis qui attendent la commune.

20minutes



Lance
ses modules de formation professionnelle en

LEADERSHIP

Transformationnel et management du changement

THEME

CONDUITE DU CHANGEMENT

Pour le développement face aux inégalités sociales économiques et l'autonomie financière au milieu rural et urbain.

FRAIS DE PARTICIPATION
150.000 FCFA

FORMATEUR: INNOCENT FOTO
Spécialiste en Management

www.oidesh-benin.org

Contact:
+229 60 16 69 29
+229 91 03 76 92
+229 96 67 36 24

Lieu: Cotonou Akpakpa N'vènamèdé
von opposée à l'école primaire
publique de N'vènamèdé







SALON DES BANQUES & PME DE L'UEMOA



UN SALON D'AFFAIRES, DE L'INNOVATION ET DE PARTAGES

Bamako
2016

Ouagadougou
2015

Niamey
2017

Bobo Dioulasso
2018

Korogho
2019

Cotonou
2020

Ouagadougou
2021

8

ÈME EDITION

7 au 10 Février 2023

EN MODE HYBRIDE CAMPUS DANS LES PAYS

THÈME : FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES PME DE L'UEMOA FACE AUX CRISES ET MUTATIONS DES ÉCONOMIES AFRICAINES.

Panel de Haut Niveau

Réunions des Faïtières des PME de l'UEMOA

Innovative Project & SME Networking

Campus pays (Présentoir de produits)

Camps PME (Formations) avec l'AUF

Cérémonie PME Awards 2022

Redynamisons les PME de l'UEMOA

Pour soutenir le développement de l'Afrique

☎ (226) 7667-6690 / 7656-9007 / (228) 9136-8569 / 9370-4466

✉ salonpme@gmail.com 🌐 www.salonpmeuemoa.org 📺 [salonbanquesPMEUEMA](https://www.youtube.com/salonbanquesPMEUEMA) 📢 [salonpme_uemoa](https://www.facebook.com/salonpme_uemoa)

